



**PRÉFÈTE
DU LOIRET**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
PORTANT PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES AU TITRE
DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT LA RÉGULARISATION D'UN PLAN D'EAU
SUR LA COMMUNE DES CHOUX**

La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 et suivants ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code civil et notamment son article 640 ;

VU le SDAGE du Bassin Seine-Normandie approuvé le 23 mars 2022 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de la préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret – Mme Sophie BROCAS ;

VU le décret du 28 août 2023 nommant M. Stéphane COSTAGLIOLI secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2023 portant délégation de signature de M. Stéphane COSTAGLIOLI , secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

VU la déclaration déposée au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement reçue le 17 octobre 2023, présentée par Monsieur BONNARD Alexandre, enregistrée sous le n° 45-2023-00105 et relative à la régularisation d'un plan d'eau situé au lieu-dit « La Haute Boulée » sur la commune des CHOUX ;

VU les pièces présentées à l'appui dudit projet ;

VU le récépissé de déclaration en date du 17 octobre 2023 ;

VU la demande d'avis sur les prescriptions particulières transmise au pétitionnaire le 23 novembre 2023 ;

VU les observations du pétitionnaire concernant les prescriptions spécifiques du 29 novembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que des prescriptions spécifiques doivent accompagner le projet afin de garantir sa compatibilité avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ;

CONSIDÉRANT que des prescriptions spécifiques doivent accompagner le projet afin de garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le plan est référencé Point d'Eau Incendie n°5003 par le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret et que son volume d'eau doit être maintenu tout au long de l'année ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté prennent en compte les observations du pétitionnaire ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires du Loiret ;

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE LA DÉCLARATION

ARTICLE 1: Bénéficiaire

Monsieur BONNARD Alexandre, sis route de la Forêt 45290 LES CHOUX, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 2 ci-dessous, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, et est dénommé ci-après « le bénéficiaire ».

ARTICLE 2: Objet

Le présent arrêté autorise l'existence et l'exploitation du plan d'eau situé au lieu-dit « La Haute Boulée » sur la commune des CHOUX et décrit à l'article 3 ci-dessous.

ARTICLE 3: Caractéristiques et localisation

Les « Activités, installations, ouvrages, travaux » concernés par l'autorisation environnementale sont situés sur la commune, parcelle et lieu-dit suivants (cf. annexe 1) :

IOTA	Coordonnées Lambert RGF 93	Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)			
Étang	X = 674 904 Y = 6 744 416	LES CHOUX	La Haute Boulée	A	178		

Le plan d'eau, objet du présent arrêté présente les caractéristiques suivantes (cf. annexe 2) :

Description du plan d'eau			
Nom		Année de réalisation	2007
Surface maximale (en m ²)	5 070	Volume (en m ³)	5 040
Alimentation en eau			
• Ruissellement			
Rejets et vidanges			
Trop plein	Déversoir de crue enherbé	Déversoir de crue	Déversoir de crue enherbé
Vidange	Par pompage	Pêcherie	Pêche au filet lors des vidanges
Exutoire direct	Fossé communal	Exutoire final	Puiseaux
Digue			
Digue érigée selon les dimensions suivantes (hauteurs en mNGF) :			
• Hauteur du barrage (A) :	2,8 m	• Longueur du barrage (L) :	210 m
• Hauteur d'eau normale (H) :	147,40	• Talus amont (B) :	2 m
• Hauteur maximale (Q100) (H') :	147,60	• Largeur au sommet (C) :	4 à 9 m
• Revanche (r) :	0,40 m	• Talus aval (D) :	2 m
Usages			
• Défense incendie			

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à autorisation au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Les rubriques définies dans le tableau de l'article R.214-1 du Code de l'environnement concernées par cet ouvrage sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Nature	Régime	Arrêtés de prescriptions générales
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) ; 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).	Superficie du plan d'eau : 5 070 m ²	Déclaration	Arrêté du 9 juin 2021
3.2.5.0	Barrage de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-112 (A).	- Hauteur du barrage : 2,8 m - Volume du plan d'eau : 5 040 m ³ - Présence d'habitation en aval du barrage : non	Non classé	Arrêté du 6 août 2018

Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 4 : Prescriptions générales

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Tenue d'un registre

Le bénéficiaire tient un registre dans lequel toutes les opérations réalisées sur le plan d'eau et ses ouvrages connexes sont consignées :

- alimentation du plan d'eau ;
- vidange du plan d'eau ;
- gestion du plan d'eau ;
- entretien du plan d'eau ;
- usage(s) ;
- incident(s)/accident(s) ;
- etc.

Ce registre est mis à jour à chaque nouvelle intervention sur les ouvrages et tenu à la disposition des services en charge de la police de l'eau. Il doit être présenté sur simple demande. Il est transmis aux services en charge de la police de l'eau a minima tous les 5 ans et après chaque incident ou accident.

Un exemple de registre est joint au présent arrêté préfectoral en annexe 3.

ARTICLE 6 : Prescriptions spécifiques

Afin de garantir une gestion équilibrée de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant, les prescriptions suivantes devront être mises en œuvre.

1. Alimentation du plan d'eau

- **Période d'alimentation**

L'alimentation du plan d'eau (y compris après une vidange) est interdite lorsqu'un arrêté de restriction des usages de l'eau s'applique sur le territoire sur lequel est situé le plan d'eau, notamment en cas de sécheresse.

2. Rejets et vidanges

- **Déclaration de vidange**

La période de vidange devra être communiquée aux services chargés de la police de l'eau au minimum 15 jours avant le début de l'opération de vidange.

- **Période de vidange**

La vidange du plan d'eau est interdite lorsqu'un arrêté de restriction des usages de l'eau s'applique sur le territoire sur lequel est situé le plan d'eau. Le début et la fin de la période de vidange seront reportés sur le registre visé à l'article 5.

- **Système de vidange**

Le système de vidange devra permettre la maîtrise et la régulation des débits. Il devra être dimensionné de manière à permettre une vidange en moins de dix jours en cas de danger grave et imminent pour la sécurité publique.

- **Conditions de vidange**

La vidange devra être faite de manière régulière et continue, plus lente sur la fin de vidange (en aucun cas, le temps de vidange ne pourra être inférieur à 2 jours par hectare), afin de :

- récupérer les poissons en bon état,
- récupérer et détruire tous les individus des espèces indésirables (poisson chat, perche soleil, écrevisses non autochtones, ...).

- éviter tout départ de vase (les à-coups et opérations de « chasse » en fin de vidange sont interdits)
- **Dispositifs de gestion**
Afin de respecter les conditions de vidange énoncées ci-dessus, il sera mis en place, avant ou après le système de vidange, une pêcherie permettant de retenir toutes les espèces ainsi qu'un système de filtre en aval de la pêcherie composé préférentiellement de graviers ou à défaut de paille. Ce dernier dispositif fera l'objet d'un contrôle et d'un entretien lors des inspections visuelles décrites ci-dessous. Ces actions seront reportées dans le registre, aux dates des inspections visuelles dans l'onglet « Observations ».
- **Inspections visuelles**
Afin de s'assurer de la capacité du milieu à accepter la vidange du plan d'eau, il sera procédé à une inspection visuelle du cours d'eau au moins une semaine avant le début de l'opération. De plus, une inspection visuelle devra être réalisée quotidiennement (pour les vidanges inférieures à 7 jours), tous les trois jours (pour les vidanges entre 7 et 15 jours) et hebdomadairement (pour les vidanges supérieures à 15 jours) au cours de la période de vidange afin de s'assurer du bon fonctionnement du milieu. L'ensemble des inspections visuelles devra être reporté sur le registre.

3. Entretien

L'exploitant est tenu d'entretenir le plan d'eau, ses abords, ses ouvrages d'alimentation et de vidange ainsi que sa digue.

Le fonctionnement des éléments mobiles (système de prélèvement, système de vidange, trop plein, etc.) est régulièrement contrôlé (à minima une fois par an), et spécialement avant toute opération de vidange programmée qui nécessite au préalable l'information du service chargé de la police de l'eau.

4. Usages

- **Réserve incendie**
Le plan d'eau est référencé comme Point d'Eau Incendie n°5003 par le Service départemental d'incendie et de Secours (SDIS) du Loiret. A ce titre, le volume d'eau de la réserve doit être maintenu tout au long de l'année. Les aménagements imposés par le SDIS devront être réalisés et maintenus en état de fonctionnement, à savoir :
 - Une aire d'aspiration de 32 m² ;
 - Un point d'aspiration d'une hauteur minimale de 80 cm à l'endroit du stationnement de l'engin d'incendie ;
 - Un panneau signalétique mentionnant « Réserve incendie n° 5003 ».
- **Empoisonnement**
Si le bénéficiaire de l'autorisation ou le déclarant souhaite empoisonner le plan d'eau, l'introduction de poissons doit provenir de piscicultures agréées en application de l'article L. 432-12 du Code de l'environnement et respecter les dispositions de l'article L. 432-10 du même code, relatives aux interdictions et aux contrôles des peuplements ainsi que l'ensemble des dispositions sanitaires applicables. Toute opération d'empoisonnement devra être reportée au registre.
- **Prélèvements**
Tout prélèvement en eau au sein du plan d'eau autre que pour la lutte contre les incendies ou non prévu par le présent arrêté est interdit.

ARTICLE 7 : Modification des prescriptions

La modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le bénéficiaire au préfet qui statue par arrêté.

Le silence gardé pendant plus de deux mois sur la demande du déclarant vaut décision implicite de rejet.

Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 8 : Conformité au dossier – Modifications

Les activités, installations, ouvrages, travaux, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation environnementale, aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 9 : Début et fin des travaux – Mise en service

Le bénéficiaire informe le service de police de l'eau, instructeur du présent dossier, des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service ou de mise en conformité de l'installation, dans un délai minimum de 15 jours précédant l'opération.

Le bénéficiaire ne peut réaliser les travaux en dehors de la période autorisée sans en avoir préalablement tenu informé le préfet conformément à l'article 8 du présent arrêté.

ARTICLE 10 : Accidents – Incidents

Tout incident ou accident intéressant l'ouvrage et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement est déclaré, dans les conditions fixées à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement. Ces incidents ou accidents devront être reportés dans le registre mentionné à l'article 5 du présent arrêté.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire reste responsable des accidents ou dommages imputables à son ouvrage, son utilisation ou son mauvais entretien.

ARTICLE 11 : Changement de bénéficiaire

Le transfert de l'autorisation environnementale est subordonné à une déclaration du nouveau bénéficiaire auprès du préfet dans les trois mois suivants ce transfert.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

ARTICLE 12 : Cessation d'activité – Remise en service

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la présente autorisation d'un ouvrage ou d'une installation fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif. En cas de cessation définitive ou d'arrêt de plus de deux ans, il est fait application des dispositions de l'article R. 214-48 du Code de l'environnement.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation

comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

En cas de cessation définitive, le bénéficiaire remet le site en état tel qu'aucune atteinte ne puisse être portée aux intérêts protégés mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Il informe le préfet de la cessation de l'activité et des mesures prises. Le préfet peut à tout moment lui imposer des prescriptions pour la remise en état du site, sans préjudice de l'application des articles L.163-1 à L.163-9 et L.163-11 du Code minier.

Le préfet peut décider que la remise en service de l'ouvrage momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation ou à une nouvelle déclaration, si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage ou de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

ARTICLE 13 : Abrogation – Suspension – Interdiction

Sans préjudice des dispositions du II et II bis de l'article L.214-4 et de l'article L.215-10 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale peut être abrogée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'État exerçant ses pouvoirs de police, en cas de menace majeure :

1. Pour la préservation de l'état ou de l'aspect d'une réserve naturelle créée par l'État ;
2. Pour la conservation des caractéristiques d'intérêt général ayant motivé le classement ou l'instance de classement d'un site ;
3. Pour l'état de conservation des sites, habitats et espèces mentionnées à l'article L.411-1 du Code de l'environnement ;
4. Pour les objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ;
5. Pour la conservation d'un boisement reconnue nécessaire à l'une ou plusieurs des fonctions énumérées par l'article L341-5 du Code forestier.

En cas d'abrogation ou de suspension d'autorisation, ou de mesure d'interdiction d'utilisation, de mise hors service ou de suppression, l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire de l'ouvrage, de l'installation ou de l'aménagement concerné ou le responsable de l'opération est tenu, jusqu'à la remise en service, la reprise de l'activité ou la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, de l'installation ou du chantier, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

Si ces dispositions ne sont pas prises, il peut être fait application des procédures prévues à l'article L. 216-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 14 : Contrôle – Sanctions

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du Code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux, activités, relevant de la présente autorisation afin de procéder à leur contrôle dans les conditions fixées par le Code de l'environnement, notamment ses articles L.170-1 et suivants du Code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Par ailleurs, si nécessaire, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens de transport (notamment nautique) permettant d'accéder à l'installation, à l'ouvrage, au secteur de travaux, au lieu de l'activité.

En cas de non-respect des prescriptions applicables en vertu du Code de l'environnement ou du présent arrêté, il pourra être mis en œuvre les sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6 et suivants du Code de l'environnement.

ARTICLE 15 : Caractère d'urgence

Les travaux destinés à prévenir un danger grave et présentant un caractère d'urgence peuvent être entrepris sans que soient présentées les demandes d'autorisation ou les déclarations auxquelles ils sont soumis, à condition que le préfet en soit immédiatement informé.

Le préfet déterminera, en tant que de besoin, les moyens de surveillance et d'intervention en cas d'incident ou d'accident dont doit disposer le maître d'ouvrage ainsi que les mesures conservatoires nécessaires à la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement.

Un compte-rendu lui est adressé à l'issue des travaux.

ARTICLE 16 : Modification du régime

Lorsque des ouvrages, installations, aménagements, légalement réalisés ou des activités légalement exercées viennent à être soumis à autorisation ou à déclaration par un décret de nomenclature, conformément aux articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement, l'exploitation, ou l'utilisation des ouvrages, installations, aménagements ou l'exercice des activités peuvent se poursuivre sans cette autorisation ou cette déclaration, à la condition que l'exploitant ou, à défaut, le propriétaire ou le responsable de l'activité fournisse au préfet les informations suivantes :

1° Son nom et son adresse ;

2° L'emplacement de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité ;

3° La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'installation, de l'ouvrage, ou de l'activité, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés.

Le préfet peut exiger la production des pièces mentionnées aux articles R. 214-6 ou R. 214-32 du Code de l'environnement. Il peut prescrire, dans les conditions prévues aux articles R. 214-17 ou R. 214-39 du Code de l'environnement, les mesures nécessaires à la protection des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 17 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 18 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

Titre IV : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 19 : Publication - Information des tiers

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune des CHOUX, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Une copie de cet arrêté sera également transmise pour information à :

- Office Français de la Biodiversité – Service départemental du Loiret
- Agence de l'eau Seine-Normandie

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture du Loiret pendant une durée d'au moins 6 mois.

ARTICLE 20 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret,

Le directeur départemental des territoires du Loiret,

Le maire de la commune des CHOUX,

Le chef du service départemental du Loiret de l'Office Français de la Biodiversité,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Loiret.

À Orléans, le 12 décembre 2023

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général

SIGNÉ

Stéphane COSTAGLIOLI

RECOURS CONTENTIEUX

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

RECOURS ADMINISTRATIF

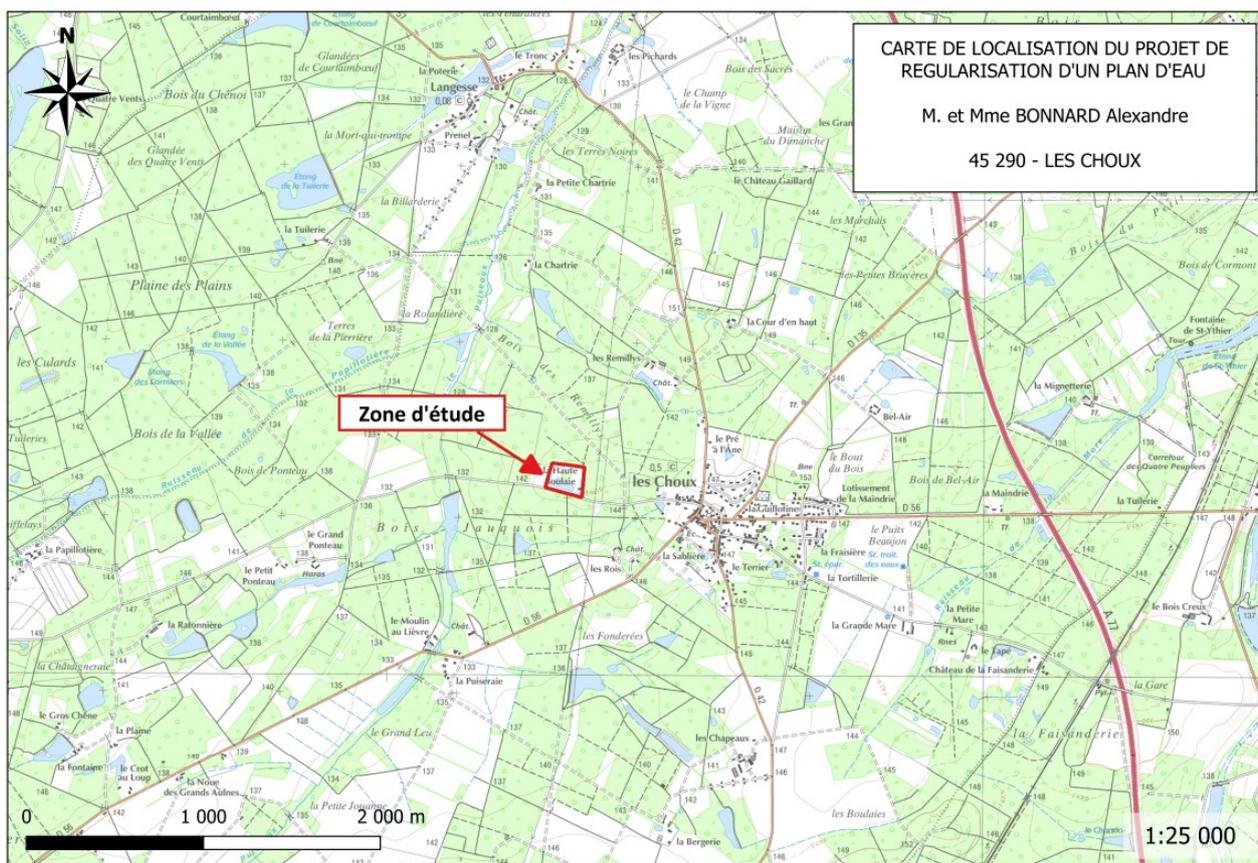
Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme Le Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature - Direction de l'Eau et de la Biodiversité, Tour Pascal A et B, 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ANNEXE 1: Localisation du plan d'eau



Fond cartographique: IGN SCAN 25 TOPO® (Métropole)

BET LEGRAND



Fond cartographique: BD ORTHO ® 20 cm

BET LEGRAND

ANNEXE 3 : Modèle de registre

REGISTRE DE L'ÉTANG				
<i>(à transmettre a minima tous les 5 ans et après chaque incident ou accident aux services en charge de la police de l'eau)</i>				
<p>Rappel des actions à reporter au registre ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Rejets</u> (cf. article 6.2) <ul style="list-style-type: none"> ◦ Inspection visuelle du milieu • <u>Gestion du plan d'eau</u> (cf. article 6.3) <ul style="list-style-type: none"> ◦ Ensemble des actions de surveillance du respect de la cote d'exploitation et de mise en charge du(es) trop-plein(s) et du déversoir de crue • <u>Entretien du plan d'eau</u> (cf. article 6.4) <ul style="list-style-type: none"> ◦ Ensemble des opérations d'entretien du plan d'eau et de ses abords (fauchage, élagage, curage (cf. article 6.3), espèces exotiques envahissantes, etc.) ◦ Contrôle du bon état des éléments fixes du plan d'eau • <u>Usage(s)</u> (cf. article 6.5) <ul style="list-style-type: none"> ◦ Empoisonnement ◦ Prélèvement d'eau à des fins autres que l'alimentation du plan d'eau (possible sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires) ◦ Toute intervention autre que la pêche traditionnelle • <u>Incident(s)/Accident(s)</u> (cf. article 10) <ul style="list-style-type: none"> ◦ Tout incident/accident susceptible d'intervenir sur l'installation et sur les milieux connexes (pollution, inondation, dégradation d'ouvrage, etc.) • <u>Toute autre opération que le propriétaire ou l'exploitant juge opportun de reporter</u> <p><small>*NB : Les inspections visuelles doivent permettre d'évaluer de manière qualitative l'état du milieu afin d'évaluer l'incidence qu'aurait/qu'a l'opération envisagée/réalisée.</small></p>				
Intitulé de l'opération	Réalisée par	Date de début	Date de fin	Observations
Intitulé de l'opération	Maître d'œuvre	Date de début	Date de fin	Observations